



Quand travail et formation scolaire se croisent : la formation en alternance

On a longtemps pensé que l'accès aux savoirs de base devait par définition se dérouler durant un temps continu dans un espace clos : 8h par jour, 5 jours par semaine ; 8 mois par an, durant 6 – 12 ou 18 ans en moyenne, dans une salle de classe, de cours ou un auditoire, avec devant soi un maître détenteur des savoirs... et juge tout puissant. Ainsi l'on devenait électricien, fonctionnaire, médecin, douanier, gendarme, infirmière, magistrat ou commerçant.

Jusqu'en 1983, la formation et l'éducation obligatoires par l'école se terminaient à 14 ans. Au delà, la formation était libre, facultative, souvent sélective, tributaire des conditions sociales, culturelles, économiques, familiales, professionnelles des jeunes et spécialement de leur milieu. Il est vrai qu'à 14 ans, après un 4^e degré primaire bien conçu, on pouvait légitimement penser avoir acquis les bases du savoir.

Obligation scolaire : de 14 à 18 ans

Et si ce n'était pas le cas ? Que faire si l'on restait 8 ans à l'école primaire, ce qui arrivait fréquemment pour des raisons sociales ou personnelles ? La formation sur un lieu de travail, la formation accompagnée de manière informelle, la formation plus structurée dans une petite ou moyenne entreprise, sous tutelle de la profession, étaient possibles mais aléatoires et incertaines et, de plus, sans véritable projet reconnu. L'accès aux savoirs était donc d'une certaine façon figé et peu intégré dans un projet global ouvert à tous.

Après de longues années « d'indifférence » des milieux de l'éducation et du monde politique, une loi allongeant la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans fut votée en 1983. Fort bien ! Mais comment gérer, orienter positivement une population oubliée des statistiques et subitement confrontée à de nouveaux « devoirs et obligations » ?

Heureusement, on ne partait pas de rien. Le monde associatif, comme souvent, s'était préoccupé de cette situation. Le mouvement ouvrier était déjà riche d'expérience de formation par le travail. Des groupes éducatifs progressistes menaient des expériences intéressantes et hors contexte scolaire : Atelier marollien à Bruxelles-Ville ; Les 4 Vents à Molenbeek ; l'Apaji à Schaerbeek.

Pour avoir côtoyé ou vécu plus directement l'évolution du monde enseignant, je puis affirmer que le souci primordial fut de prendre en charge des groupes de jeunes « exclus » du système scolaire et désormais reconnus comme acteurs de l'enseignement.

Le débat de l'époque est toujours actuel : vaut-il mieux un système d'éducation permanente et continue ou un système qualifiant, reconnu et intégré dans le système scolaire plutôt que dans celui de la culture ?

Une identité nouvelle

L'école ne fut pas très empressée à promouvoir, dégager des moyens, former des maîtres, créer un cadre légal pour ces nouvelles tâches, faire connaître l'initiative.

Le premier nom de l'institution fut « enseignement à horaire réduit », ce qui est révélateur d'une approche pour le moins réductrice du nouveau projet. Ce n'est que plus tard que l'on parla de formation et d'alternance. L'accès aux savoirs a occupé dès le début une place centrale et surtout globale. Dans les centres, on considérait les jeunes dans leur intégralité, corps et âme, acteurs sociaux et professionnels, citoyens d'un monde qui commençait à se globaliser.

Croiser savoirs et espaces de travail

Comment devenait-on étudiant en alternance ? Il y avait les rejetés de l'école et ceux qui rejetaient l'école ; ceux qui subissaient la culture scolaire si dominante ; ceux qui aimaient le travail professionnel ; ceux qui voulaient brûler les étapes ; ceux qui avaient besoin d'autres relations d'éducation.

Dans les écoles techniques et professionnelles, de nombreux jeunes vivent, malgré tous les efforts consentis, de grandes difficultés. Un pourcentage encore trop faible atteint le certificat de qualification, plusieurs décrochent ou ont une scolarité instable. Dans ce cas, comment atteindre un niveau optimal de connaissances et de savoirs ?

Les savoirs acquis en alternance sont-ils la solution ? Pour certains sûrement, car les méthodes croisent les savoirs, les matières, les démarches d'apprentissage ; les formations ne sont pas cloisonnées. Le français, les mathématiques, les sciences, le néerlandais interviennent avec les pratiques et techniques de la mécanique, du plafonnage, de l'alimentation. Tous seront sans doute amenés à réaliser un devis, une facture, une comptabilité de base.

L'alternance est par essence une problématique complexe. La formation soutient le travail proposé ou choisi et réciproquement. La confiance et l'accompagnement doivent être présents en permanence.

Le jeune souhaite se former et être reconnu dans sa demande. La demande d'accès aux savoirs est donc aussi une demande d'insertion dans un lieu où le savoir acquis est reconnu et valorisé.

Comment évaluer cette démarche ?

Le succès de l'alternance fut lent et parfois contrasté. En Communauté française, il y a 40 centres qui dépendent des réseaux et, au sein de ceux-ci, d'écoles professionnelles.

Le nombre d'étudiants était faible au départ et non proportionné au nombre de jeunes en échec ou en décrochage. Actuellement, les formations en alternance regroupent environ 6000 étudiants. Les centres les plus importants comptent plus de 400 jeunes répartis en une multitude de formations, des plus classiques - cuisinier, plombier, paveur, aide-soignant-e, caissier, pour garçons et filles - aux plus originales - personnel de manège, conducteur/trice d'engins de chantier.

Les demandes de formation alternée furent et restent aussi éclectiques qu'au moment de la création de l'enseignement rénové. Tous croyaient en la possibilité de réaliser un projet personnel de formation. Il se développa donc un dialogue singulier entre jeunes et formateurs, généralistes ou praticiens spécialistes ; à quelle structure se référer ? Quelle méthode utiliser ? Quel emploi trouver et dans quel statut ?

A l'époque, j'ai connu de nombreux débats qui, pour l'essentiel, étaient passionnants. Beaucoup pensaient que l'alternance pouvait croiser culture et système scolaire ; même si la recherche ne fut pas poussée jusqu'au bout, on pouvait cependant retenir plusieurs éléments positifs.

Accompagner et devenir partenaire

L'accompagnement des jeunes et le partenariat méritent quelques développements en référence directe au droit aux savoirs. Tout enseignement réussi est un enseignement accompagné, stimulé ; l'alternance avait donc besoin d'intermédiaires entre formation et emploi. Ce fut réalisé très rapidement et cela donna de bons résultats sur les plans humain et professionnel.

Les entreprises, le plus souvent de petite ou moyenne importance, furent partie-prenante et ouvertes aux expériences. Certains y reconquirent des pratiques anciennes. Des jeunes découvrirent une dimension nouvelle : un statut de jeune travailleur, une rémunération acceptable, une reconnaissance sociale, un but dans la vie.

Le savoir en est sorti enrichi et transformé. La preuve avait été apportée que l'école et l'éducation avaient besoin d'acteurs nouveaux, de liaisons nouvelles, pour accomplir leurs tâches. Bien sûr, il nous a fallu combattre l'idée que l'alternance était le bout de la chaîne, le bas de l'échelle après toutes les déceptions et les désillusions.

Une autre manière de faire

L'alternance postulait aussi le partenariat entre deux mondes – école et entreprise- très réservés l'un par rapport à l'autre. Ce ne fut pas facile, car cela demandait compréhension, engagement, écoute, disponibilité ; qualités éminemment humaines et dignes. Elles n'étaient pas présentes partout mais des efforts furent réalisés et ouvrirent de nouveaux chantiers.

Le partenariat institutionnel fut faible avec le secteur privé, plus actif avec le secteur public ou le non marchand et l'associatif : Communauté, Régions, Europe, ONG. Les efforts de mise à l'emploi furent récompensés par de belles réussites. Il y eut également des collaborations entre centres semblables dans d'autres pays de l'Union européenne.

Ainsi est née, a vécu et vit toujours la formation en alternance ; un beau défi pour l'école, pour des milliers de jeunes que tout destinait au désespoir. Des centaines de femmes et d'hommes y ont travaillé et y travaillent avec patience, conviction, obstination ; ils sont praticiens, généralistes, chercheurs, accompagnateurs, coordinateurs.

Ils sont tous devenus les nouveaux penseurs du SAVOIR.

Michel Van Zeebroeck¹

Vivre Ensemble Education, décembre 2006

¹ L'auteur de cette analyse était président du CA de l'Institut de la Providence à Anderlecht à l'époque où la formation en alternance fut créée ; il a été aussi membre du CA de l'Atelier Marollien.

Pour en savoir plus

- ❖ Alter Educ : dossier 20 ans des Cefa - entre socialisation et qualification- mai 2005.
www.altereduc.be
- ❖ Cahiers du SEGEC : l'alternance dans tous ses états par Francis Tilman ; cahiers n°5, avril 1996. www.cefa.be
- ❖ Les CEFA ont 20 ans : revue de presse : 1984/1985 – 2004/2005
Réalisation du Gnefal sur le site www.segec.be. Très complet pour bien comprendre l'évolution.
- ❖ Le concept de formation en alternance par Alain Letier ; version 1996 Disponible sur le site du Segec.
- ❖ Le site du Segec.be contient des informations très complètes sur les CEFA et ses multiples formes : pédagogique – administrative – profil – formations – lieux de formation, etc.
- ❖ 20 ans de Cefa ; la Marlagne mai 2003 ; DVD. Réalisation : Média-animation.
- ❖ Avoir 20 et après... Explorer l'alternance ; DVD pédagogique. Réalisation : Média-animation.
- ❖ Explorer l'alternance : CD-ROM pédagogique. Réalisation : Média-animation.
www.media-animation.be